

POLICY BRIEF

Recommandations concernant la promotion de modèles d'affaires circulaires







L'économie circulaire est une approche qui consiste à créer de la valeur économique en utilisant moins de ressources. En Suisse, seul un dixième des entreprises s'inscrivent dans ce modèle économique. En s'appuyant sur les travaux scientifiques déjà réalisés et sur des échanges avec les PME, sanu durabilitas a examiné dans une étude les facteurs déterminants pour surmonter les obstacles qui se posent aux pionniers de l'économie circulaire lors de la transition à un modèle économique circulaire.



Les facteurs de réussite identifiés pourront servir d'inspiration aux entreprises qui veulent à leur tour miser sur l'économie circulaire. (Un aperçu des obstacles et des facteurs de réussite se trouve à la page suivante.) En outre, l'étude formule des recommandations sur la manière de promouvoir de façon ciblée les modèles économiques circulaires. Ce policy brief présente une synthèse des recommandations, assortie d'une liste des destinataires auxquels celles-ci s'adressent.

Les recommandations sont destinées aux pouvoirs publics fédéraux, cantonaux et communaux ainsi qu'à d'autres acteurs, comme les associations économiques et professionnelles, les institutions chargées de la promotion, les établissements de formation et les organisations spécialisées issues de la société civile. Elles sont conçues comme des incitations, pour les acteurs susmentionnés, à adopter des mesures envisageables pour soutenir et accélérer l'essor des modèles circulaires en Suisse. Avant de passer à la mise en œuvre, les acteurs devront prendre connaissance des différentes mesures, en examiner l'impact et en préciser les contours. Ce policy brief entend donner la première impulsion à cette démarche.

Les destinataires potentiels visés en premier lieu sont à chaque fois mentionnés/indiqués avec la recommandation.

-  Confédération, cantons & communes
-  Associations sectorielles et économiques
-  Entreprises
-  Institutions de financement/ soutien
-  Établissements d'enseignement
-  Organisations de la société civile

Aperçu des obstacles et des facteurs de réussite

Obstacles

Manque de sensibilisation et de connaissances des partenaires et des clients en matière d'économie circulaire et difficulté à formuler une proposition de valeur claire dans le contexte de marché actuel

Coût psychologique et temporel de la conversion pour la clientèle

Manque d'expertise et de personnel qualifié pour la mise en œuvre

Risque économique en raison des coûts d'investissement élevés et de la disposition incertaine de la clientèle à payer.

Défi pour les PME de changer les processus et structures établis

Lois et normes défavorables et manque d'instruments de soutien de l'État

Facteurs de réussite



Communiquer des avantages supplémentaires



Quitter la niche écologique



Présenter une offre pratique



Changer les habitudes en douceur



Être physiquement présent



Apprendre courageusement de nouvelles choses



Créer une marge de manœuvre financière



Poursuivre une vision claire



Ne pas oublier le marché B2B



Collaborer à l'échelle du secteur et entre les secteurs



Participer activement à l'élaboration des conditions-cadres

INSTRUMENTS D'INCITATION

Mesures liées aux infrastructures et à l'aménagement du territoire

La mise à disposition d'infrastructures spécifiques ou la mise en place de mesures d'aménagement (du territoire) ciblées peuvent favoriser l'essor de modèles économiques circulaires.

Hubs

Développer l'infrastructure des déchetteries/points de dépôt/centres de tri afin qu'elle ne soit plus adaptée au seul recyclage, mais aussi aux secteurs d'activité correspondant aux boucles internes de l'économie circulaire (reconditionnement, réparation, réutilisation).

Services des cantons et des communes chargés de l'élimination des déchets

Déchetteries/points de dépôt/centres de tri

Entrepôts

Mettre à disposition des locaux qui permettent un stockage intermédiaire interentreprises de produits ou de composants jusqu'à leur réutilisation ou indemniser financièrement des prestataires pour le stockage intermédiaire (entreposage d'éléments ou de matériaux de construction volumineux, p. ex.).

Services de la Confédération, des cantons et des communes chargés du développement territorial, de la promotion économique, du développement régional et de la gestion immobilière

Vitrines

Permettre aux PME d'exposer temporairement leurs produits ou services dans un emplacement en vue (boutique éphémère, p. ex.).

Services des cantons et des communes chargés de la promotion économique et de la gestion immobilière

Entreprises proches de la Confédération (CFF, BLS, La Poste Suisse, Swisscom, p. ex.)

Organisations de promotion des exportations

Micro-hubs logistiques

Promouvoir les centres de distribution destinés au transbordement de la marchandise entre le transport longue distance et la livraison aux clients finaux, de façon à faciliter aux PME l'accès aux services qui revêtent une importance particulière pour les modèles circulaires (notamment du fait d'un besoin accru de logistique inverse).

Services des communes chargés de l'urbanisme, du développement territorial et de la protection de l'environnement

Smart City ou associations similaires

Entreprises de logistique et de transport

Achats et marchés publics

L'augmentation de la demande de produits et de services circulaires est un levier puissant pour favoriser la diffusion des modèles économiques circulaires. Plus les pouvoirs publics (Confédération, cantons et communes) et les entreprises intégreront les caractéristiques liées à l'économie circulaire dans leurs critères d'achat, plus les prestataires ou soumissionnaires potentiels se sentiront encouragés à développer des offres correspondantes.

Marchés publics

Utiliser la marge de manœuvre existante dans les appels d'offres publics en hissant les caractéristiques liées à l'économie circulaire au rang d'exigences (critères d'aptitude et d'attribution, spécifications techniques) et en appliquant des approches innovantes pour la passation de marchés. Une large palette d'instructions et de directives est envisageable à cet effet (guide sur l'économie circulaire, plateforme de connaissances sur les marchés publics durables, p. ex.).

Adjudicateurs des trois niveaux d'administration publique

Adjudicateurs d'entreprises publiques ou privées fournissant des services publics

Services d'achats

Demandeurs

Formation et formation continue sur les marchés circulaires

Soutenir des offres de formation axées sur la pratique qui permettent aux responsables concernés des services publics fédéraux, cantonaux et communaux ainsi qu'aux entreprises proches de la Confédération de prendre en considération les approches et les critères relevant de l'économie circulaire lors d'achats ou de la passation de marchés.

Administration fédérale

Administrations cantonales

Associations régionales

Administrations communales

Associations sectorielles et professionnelles

Institutions proposant des formations/formations continues sur les marchés publics

Achats

Encourager les entreprises privées et leur donner les moyens de tenir compte des approches et des critères de l'économie circulaire lors de leurs achats.

Responsables des achats d'entreprises privées

Demandeurs

Associations sectorielles et professionnelles

Institutions proposant des formations/formations continues aux achats

Mesures de soutien financier

D'une manière générale, la diffusion des modèles économiques circulaires peut être accélérée si l'on aide les PME dans le développement d'innovations. La conception d'offres et de services favorisant les modèles circulaires peut de surcroît être soutenue financièrement ou le recours à celles-ci, subventionné.

Promotion de l'innovation

Apporter un soutien renforcé et ciblé aux PME et aux branches dans les processus d'innovation et de changement d'échelle en leur fournissant un savoir-faire et des ressources financières pour réduire le risque entrepreneurial lors de la transition vers des modèles circulaires ou lors de leur développement.

Systèmes régionaux d'innovation (RIS)

Promotion économique cantonale ou municipale

Promotion de l'innovation par la Confédération (Innosuisse, promotion des technologies environnementales, p. ex.)

Capital-risque

Soutenir le développement de modèles circulaires à différentes étapes avec des cautionnements ou des apports de capital-risque pour faire mûrir les idées en vue d'une commercialisation ou d'un changement d'échelle.

Administration fédérale

Promotion économique cantonale

Sociétés d'investissement privées et initiatives visant à promouvoir des idées commerciales innovantes

Assurances

Soutenir le développement de nouvelles solutions d'assurance qui tiennent compte des conditions propres aux modèles circulaires (rapports de propriété, responsabilité du fabricant, longévité, cycles d'utilisation multiples, etc.) et subventionner leur application.

Innosuisse

Association suisse d'assurances

Numérisation

Promouvoir le développement de solutions logicielles permettant aux PME de mieux exploiter les avantages de la numérisation pour l'économie circulaire ou subventionner leur utilisation.

Promotion économique de la Confédération

Hautes écoles

Associations professionnelles

Chambres de commerce

Promotion économique cantonale

INSTRUMENTS D'INFORMATION

Sensibilisation

Le changement d'échelle de modèles circulaires qui ont rencontré le succès peut être favorisé par des mesures de sensibilisation de la clientèle potentielle ou des fournisseurs et autres partenaires.

Étiquetage

Mieux faire connaître et développer les nouvelles exigences et obligations de déclaration pour la mise sur le marché de certaines catégories de produits sous l'angle des caractéristiques propres à l'économie circulaire (réparabilité, durée de vie, disponibilité des pièces de rechange, recyclabilité des matériaux, etc.), afin de permettre une décision éclairée des consommateurs.

Administration fédérale

Organisations de protection des consommateurs

Initiatives autour de la réparation

Commerce de détail et commerce spécialisé

Fabricants

Coût du cycle de vie

Soutenir l'élaboration d'instruments (appli ou outils web, p. ex.) qui permettent aux consommateurs de comprendre et de comparer les coûts du cycle de vie à attendre de différentes offres, en se concentrant sur les biens de consommation et d'investissement durables.

Organisations de protection des consommateurs

Administration fédérale

Administrations cantonales

Culture générale

Contribuer à une meilleure connaissance des fondements de l'économie circulaire (plus vaste que le recyclage) et de l'approche du cycle de vie au moyen des outils de l'éducation environnementale à l'école primaire.

Administrations cantonales

Hautes écoles pédagogiques

Écoles primaires

Éducation 21

Administration fédérale

Reporting

Soutenir le développement de normes et de modèles facilitant aux petites entreprises l'établissement de rapports sur la durabilité/l'environnement et l'intégration des caractéristiques relevant de l'économie circulaire.

Administration fédérale

Institutions de recherche

Initiatives privées dans le domaine du reporting et des normes

Campagnes d'information

Promouvoir les activités de communication (campagnes de sensibilisation, p. ex.) qui font connaître les pratiques de l'économie circulaire (louer au lieu d'acheter, réparer, etc.) et qui mettent en avant leurs avantages et leur compatibilité avec les valeurs suisses.

Administration fédérale

Promotion économique cantonale

Regiosuisse

Développement des compétences

Afin que les modèles circulaires gagnent du terrain, il est nécessaire de disposer de connaissances spécifiques et d'autres compétences, dont l'acquisition peut être accélérée par la promotion d'offres de formation en la matière.

Formation et formation continue

Soutenir l'offre et le développement de possibilités de formation et de formation continue pour l'acquisition de compétences techniques, méthodologiques, sociales, personnelles et professionnelles en lien avec l'économie circulaire. Pour ce faire, l'économie circulaire doit être intégrée dans des cursus de développement professionnel et dans les formations continues à des fins professionnelles (y c. développement du management, orientation stratégique, marketing, conception de produits, etc.).

Administration fédérale

Administrations cantonales

Organisations du monde du travail et associations professionnelles

Institutions de formation et de formation continue

Conseil

Fournir aux PME une assistance technique ou des outils afin qu'elles puissent calculer et communiquer le coût du cycle de vie de leurs offres.

Administration fédérale

Reffnet

Systèmes régionaux d'innovation

Regiosuisse

Organisations de promotion des exportations

Coopération entre les parties prenantes

La diffusion des modèles circulaires peut être accélérée si les différents acteurs ont une vision commune de l'importance de l'économie circulaire pour leur secteur, qu'ils collaborent et s'accordent sur une approche coordonnée. Les partenariats entre acteurs publics, privés et issus de la société civile peuvent être instaurés et soutenus de manière ciblée.

Coopérations

Promouvoir les offres nées d'une collaboration entre les acteurs au sein d'une chaîne de valeur ou d'une branche pouvant s'inscrire dans une démarche circulaire.

Administration fédérale

Système régional d'innovation

Innosuisse

Promotion économique cantonale

Associations professionnelles

Reffnet

Plateformes d'économie circulaire

Soutenir la création de plateformes indépendantes d'économie circulaire qui mettent en réseau les acteurs, permettent l'échange d'expériences, accompagnent les groupes de travail, facilitent l'appariement de l'offre et de la demande et mettent en relation les investisseurs de capital-risque et les demandeurs de fonds. .

Administration fédérale

Plateformes existantes (Circular Economy Switzerland, regiosuisse, Go for Impact)

Institutions disposant d'une expertise technique avérée dans le domaine de l'économie circulaire

Logistique inverse

Accompagner, entre autres au moyen de dialogues sectoriels, de groupes de travail, de conventions d'objectifs ou de plateformes interentreprises, le secteur de la logistique dans le développement de son offre de logistique inverse et de solutions d'emballages réutilisables, ainsi que dans l'élaboration de normes communes.

Administration fédérale

Associations sectorielles (ASTAG, Swiss Supply, p. ex.)

Entreprises de logistique

Entreprises proches de la Confédération (La Poste, p. ex.)

Études de marché

Mettre à la disposition des PME des résultats d'études de marché et leur faciliter l'accès à des outils d'études de marché appliqués (tests de consommateurs ou enquêtes par panel, p. ex.) afin d'obtenir un retour sur les nouvelles offres circulaires à des fins d'évaluation et d'optimisation. Les instruments développés par SwissMilk ou le Panel suisse de l'environnement de l'ETH Zurich peuvent servir d'inspiration.

Administration fédérale

Associations professionnelles

INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Politique économique et mesures de politique de gestion des déchets

Conformément au mandat, l'étude s'est attachée à recueillir l'expérience des entreprises pionnières à succès de l'économie circulaire dans les conditions normatives prévalant en Suisse. Quelques recommandations ont été cependant formulées sur la base des résultats des échanges menés avec les PME concernant les approches réglementaires cruciales pour la diffusion et le changement d'échelle des modèles circulaires en Suisse.

Passeport numérique de produits

Créer le cadre requis afin que les informations sur les produits soient disponibles et consultables en toute transparence dans des jeux de données standardisés pour tous les acteurs de la chaîne de valeur et pour les consommateurs.

Parlement

Administration fédérale

Organisations de normalisation

Politique de gestion des déchets

Réorienter la politique suisse de gestion des déchets vers l'économie circulaire, par exemple en appliquant de manière plus rigoureuse sur le plan réglementaire la hiérarchie des modes de traitement des déchets – prévention, valorisation, élimination –, en se concentrant davantage sur les modes de prévention et de valorisation des déchets (y c. par la réutilisation et la revente).

Administration fédérale

Administrations cantonales

Administrations communales

Producteurs, distributeurs et importateurs soumis à l'obligation de reprendre ou d'éliminer les déchets

Objectifs de réutilisation

Fixer des taux de réutilisation pour des catégories de produits spécifiques, de manière analogue à ce que prévoient les prescriptions relatives aux taux de valorisation matière (pour les emballages de boissons, p. ex.).

Parlement

Administration fédérale

Associations professionnelles

Note: Le policy brief se base sur l'étude "Diffusion de solutions d'économie circulaire", qui a été rédigée à la demande de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Le mandataire est seul responsable de son contenu.

Mandataire: sanu durabilitas
Auteur(e)s: Tamara Wüthrich, Dr. Johanna Huber et Daniel Ziegerer

Commanditaire: Office fédéral de l'environnement (OFEV), division Économie et innovation, section Économie. L'OFEV est un office du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), Direction de la promotion économique, Secteur Politique régionale et d'organisation du territoire. Le SECO fait partie du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR).

Accompagnement: Anja Siffert, Andreas Hauser

OFEV:
Accompagnement: Ueli Ramseier

SECO:
Date: 15 mars 2024

Citation suggérée: sanu durabilitas (2024) : Policy Brief sur l'étude "Diffusion de solutions de l'économie circulaire". Une publication sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Biel/Bienne, sanu durabilitas.

Lien Web: sanudurabilitas.ch/fr/publications/

